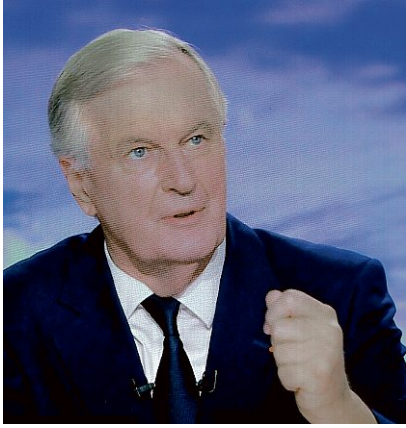


## Assemblée

## Le Premier ministre attendu au tournant aujourd'hui



## DÉCLARATION. Orientations.

Le Premier ministre français Michel Barnier ouvre aujourd'hui les travaux du Parlement avec sa déclaration de politique générale sans solliciter un vote de confiance, conscient de la fragilité de son gouvernement face à une Assemblée elle-même promise par beaucoup à la dissolution. La pression sur Michel Barnier s'exprimera aussi dans la rue, avec des manifestations dans toute la France pour demander l'abrogation de la réforme des retraites et l'augmentation des salaires, à

l'appel de plusieurs syndicats. Selon son entourage, le chef du gouvernement ne solliciterait pas de vote de confiance à l'issue de sa déclaration de politique générale, dans laquelle il présentera sa feuille de route. Peu de choses ont filtré depuis sa nomination, sur les lignes directrices qu'il entend donner à sa politique. Michel Barnier se sait attendu au tournant, par les groupes du « socle commun » qui soutiennent son action - la droite et les trois partis du camp présidentiel - mais aussi par l'extrême droite,

qui l'a placé « sous surveillance », et peut à tout moment le faire tomber en joignant ses voix à celle de la gauche pour faire adopter une motion de censure. Le gouvernement va devoir s'atteler au plus vite à la difficile tâche de faire adopter avant le 31 décembre par le Parlement les budgets de l'État et de la sécurité sociale, dans un contexte financier en France particulièrement dégradé. La plupart des acteurs politiques s'attendent à ce que l'exécutif français doive, comme l'an dernier, en passer par dix 49.3. ■

## France &amp; Monde → Actualités

MOYEN-ORIENT ■ A Gaza contre le Hamas, puis au Liban contre le Hezbollah et maintenant au Yémen contre les Houthis

## Israël à l'attaque sur plusieurs fronts



YÉMEN. Les attaques de l'aviation israélienne, à 1.800 kilomètres de ses bases, sont aussi un message adressé à l'Iran, soutien des rebelles Houthis. PHOTO AFP

La pluie de bombes sur Gaza n'a effacé ni le traumatisme ni le sentiment d'insécurité d'Israël qui multiplie les attaques, au Liban et au Yémen, pour affaiblir les milices soutenues par l'Iran.

Jérôme Pilleyre

Après le Hamas à Gaza, puis le Hezbollah au Liban, les rebelles Houthis qui contrôlent 40 % du Yémen viennent à leur tour d'essuyer des frappes israéliennes. Avec trois fronts et, demain, peut-être plus, l'État hébreu, revigoré par ses succès militaires, semble ne plus se fixer de limites.

« Les attaques terroristes du 7 octobre 2023 et les premières frappes de missiles iraniennes sur le sol israélien, la nuit du 13 avril 2024, ont durablement impacté la société israélienne, rappelle l'amiral Pascal Ausseur, directeur général de la Fondation Méditerranéenne d'Études Stratégiques. Ces attaques ont pointé la faillibilité, fût-elle momentanée, de leur système de défense. Elles ont surtout réveillé quelque chose de plus profond : la peur de voir leur pays disparaître. Et celle-ci hypothèque pour au moins trente ans

leur perception des choses. Car les Israéliens ont découvert que, non seulement tout ou partie du monde musulman leur est plus ou moins hostile - ils le savaient déjà -, mais qu'une partie croissante des opinions publiques occidentales - et c'est nouveau - leur est également hostile. Aussi cette guerre tous azimuts que mène Tsahal leur paraît-elle véritablement existentielle. Le sentiment de se battre pour la survie de leur pays est unanimement ou presque partagé. »

« Unanime, développe le géopolitologue, ce sentiment l'est assurément s'agissant du Hezbollah, considéré à juste titre comme la principale menace à court terme pour la sécurité d'Israël. Cette milice chiite est le bras armé le plus puissant et le plus dangereux de l'Iran. Elle s'est accaparée le pouvoir au Liban, s'est aguerrie en se battant en Syrie et ne jure que par la disparition de l'État hébreu. »

Cette peur qui n'a rien de paralysant, tout au contraire, fait les affaires de Benjamin Netanyahu, qui joue bien plus que sa survie politique. « Si la paix était signée, ce serait la relance de ses déboires judiciaires pour lesquels le

Premier ministre israélien risque la prison. Mais, j'insiste, si à Gaza, contre le Hamas, et en Cisjordanie, aux côtés des colons qui grignotent des terres palestiniennes, son agenda personnel est premier, au Liban, contre le Hezbollah, l'opinion publique israélienne le pousse à agir. »

## Chars

Mais l'État hébreu n'en a-t-il pas assez fait pour intimider à nouveau la méfiance et la crainte ? Quant à éradiquer le Hamas ou le Hezbollah, leur croissance rhizomique en dit l'impossibilité. L'embouteillage de chars au nord du pays, à la frontière libanaise, suggère, en tout cas, une attaque comme à Gaza, après les attentats du 7 octobre, ou au Liban en 1982, 1996 et 2006. « L'objectif, tempère le chercheur, n'est pas d'envahir le Liban au risque de s'y embourber ni a fortiori d'attaquer l'Iran. La désorganisation du Hezbollah consécutive aux bombardements ciblés, aux attaques aux bipeurs et talkies-walkies piégés et la décapitation de leur organisation, n'en est pas moins une aubaine pour détruire le maximum de leurs très nombreux missiles et instaurer une zone tampon, au Sud Liban, de la frontière avec Is-

raël jusqu'au fleuve Litani. Les blindés, plutôt que d'y stationner, ne devraient y faire que des incursions. Mais, même avec l'instauration d'une telle zone, Israël ne s'interdirait pas de frapper le Hezbollah à Beyrouth ou dans la plaine de la Bekaa. »

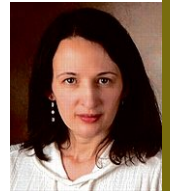
« Et, poursuit-il, peut-être que le désordre et l'affaiblissement du Hezbollah pourraient profiter aux autres partis non chiites, sunnites et chrétiens en l'occurrence, pour revenir à la situation antérieure de partage du pouvoir entre les trois confessions ? Une aide des pays du Golfe d'obédience sunnite serait cependant indispensable tant la situation économique et sociale du Liban, miné par la corruption, est catastrophique. »

Preuve des divisions qui bloquent le Liban, la mort fin septembre du chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, n'a manifestement pas suscité la même indignation d'une communauté à l'autre, tant s'en faut...

Quid de l'Iran ? Pour l'heure, la République islamique ne se mêle guère au conflit qu'à travers ses sempiternelles harangues à l'encontre de l'État hébreu et de son allié américain. « Le souci du régime est de conserver le pouvoir

## L'ÉDITORIAL

FLORENCE CHÉDOTAL



florence.chedotal@centrefrance.com  
X : @FlorChédotal

## La fuite en avant

Il arrive un moment où la guerre ne se nourrit plus qu'elle-même. Dans cette fuite en avant, où personne ne pense plus à l'après, la solution politique a quitté pour longtemps l'horizon. Le cycle de la vengeance est infini. Il n'offre aucun avenir, il ne reste plus que des vaincus sur les ruines. Le Liban, infiltré par le Hezbollah, en sait le prix, lui que deux ennemis jurés ont choisi pour se faire la guerre par procuration. Au pays du Cèdre, Israël, pour déployer sa force de persuasion, a fait basculer le conflit dans une autre dimension. Jusqu'à provoquer un embrasement régional ? Netanyahu, qui joue la guerre à outrance pour assurer sa propre survie politique, a-t-il les moyens d'ouvrir tous ces fronts, à Gaza, en Cisjordanie, au Liban, face à l'Iran qui, pour l'heure, mesure ses répliques ? Ce regain de violences n'est pas sans rappeler, au Liban, les affrontements au sol de 2006 où le Hezbollah avait réussi à mettre en échec l'État hébreu, contre toute attente, le parti de Dieu qualifiant même cette victoire de « divine ». Qu'en serait-il aujourd'hui ? Israël a confié hier soir son intention de mener des opérations terrestres. L'Histoire bégaie, la folie des hommes aussi.

et d'avoir enfin la bombe atomique, relève Pascal Ausseur. L'Iran se garde bien de donner un alibi à Israël pour l'attaquer. Toutefois, les États-Unis, en coulisse, ne manqueraient pas de s'y opposer, sauf décision surprise d'un Trump réélu... » Les frappes par l'aviation israélienne, à plus de 1.800 km de ses bases, contre deux ports au Yémen contrôlés par les rebelles Houthis, armés et financés par la République islamique, constituent toutefois un avertissement à l'Iran dont la frontière est bien plus proche... ■